Universite de ouagadougou

Institut des sciences humaines et sociales
IN. S . HU . S

DEPARTEMENT D'HISTOIRE ET
D'ARCHEOLOGIE

BURKINA FASO
La patrie ou la mort, nous vaincrons

1ère PARTIE

Implantation et Evolution du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) dans la Région de Koupéla de 1956 à 1974

MEMOIRE DE MAITRISE

Présenté par :

Mr OUANGO Y. Paul

Sous le direction de :

Mr Hamidou DIALLO
Maître Assistant

Année Universitaire 1989-1990

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
IN.S.HU.S.
DEPARTEMENT D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE

BURKINA FASO
LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS

Implantation et Evolution du Rassemblement Démocratique Africain dans la Région de Koupéla de 1956 à 1974

MEMOIRE DE MAITRISE

resenté par:
OUANGO Y. Paul

Sous la Direction de:
Hamidou DIALLO
Maître Assistant

Année Universitaire 1989-1990

E R R A T A

Page II, ligne 15	:	Lire notre égard
Page 6, ligne 19	:	Lire Mossé
Page 8, ligne 12	:	Lire patronné
Page 12, ligne 1	:	Lire conjugués
Page 16, ligne 12	:	Lire Clergé
Page 19, ligne 23	:	Lire sous la
Page 28, ligne 12	:	Lire corvées
Page 32, ligne 6	:	Lire d'autre part
Page 40, ligne 3	:	Lire Ils
Page 57, ligne 22	:	Lire électorat
Page 70, ligne 10	:	Lire transformation
Page 71, ligne 9	:	Lire échelons
Page 75, ligne 5	:	Lire J.V-R.D.A.
Page 89, ligne 11	:	Lire le conseiller
Page 90, ligne 4	:	Lire avait adhéré
Page 99, ligne 14	:	Lire condamnent
Page 103, ligne 18	:	Lire événements
Page 106, ligne 4	:	Lire tenue
Page 118, ligne 5	:	Lire les militants
Page 127, ligne 9	:	Lire hommes
Page 129, ligne 20	:	Lire dans une
Page 138, ligne 14	:	Lire votons
Page 141, ligne 20	:	Lire cabaret
Page 146, ligne 5	:	Lire stratégies
Page 194	:	Lire les forces politiques
Page 196	:	Lire les périodiques.

D E D I C A C E

A la mémoire

de ma grand mère Madelaine ROAMBA

A mes parents qui ont tant

souffert pour moi

A mes amis

TABLE DES MATIERES

AVANT - PROPOS

Nous avons eu le privilège d'être un témoin occulaire des réunions organisées par les leaders du R.D.A dans notre famille. Nous étions très jeune pour comprendre la portée de ces débats. Nous fréquentions encore l'école primaire. Cependant, la solidarité partisane ou les querelles de personnes entre sympathisants du R.D.A d'une part et les rivalités entre le M.L.N et le R.D.A d'autre part nous ont marqué.

Au fil des années, nous avons constaté que les problèmes politiques ne laissent aucun hommes apathiques. Les discussions sur la vie politique dans les lieux de travail ou de distraction, dans les foyers... sont des exemples illustratifs. Le Burkina (ex Haute-Volta) s'est singularisé de la plupart des pays francophones d'Afrique par un climat politique intense et complexe jusqu'à l'avénement de la révolution en Août 1983. Même à l'heure actuelle, l'analyse de la situation qu'a vécu le pays échappe à la majorité des Burkinabè. C'est surtout ce facteur qui nous a motivé à orienter notre réflexion sur le volet politique, car elle contribuera à élaircir davantage un passé mouvementé.

Mais nous tenons à signaler que le but de ces investigations que nous entamons n'est pas de dénigrer ou de faire l'éloge des anciens meneurs de la scène politique et leur parti. Notre souci majeur est de retracer avec objectivité l'historique des différentes forces politiques, plus particulièrement le R.D.A jusqu'en 1974. Comme l'affirme l'historien français Jean Dulameau l'honneur du métier d'historien consiste non seulement dans l'absence de jugement sur le passé (en fonction du présent) mais dans le constat effort pour dépasser nos préférences et nos allergies idéologiques...

Lorsque nous avons envisagé d'éffectuer des recherches sur le R.D.A, nous avons émis l'idée qu'avec le processus révolutionnaire engagé depuis le 4 Août 1983, nos informateurs vont être réticents à votre égard. Des amis et étudiants nous ont conseillé d'abandonner ce théme qu'ils jugent tendancieux. L'abandon de ce sujet aussi intéressant que complexe était un moment envisagé, car partout un sentiment d'insécurité nous envahissait.

Ces appréhensions ont disparu quand nous avons entrepris les premières enquêtes. Partout, nos informateurs étaient compréhensifs et disposés à nous retracer la génése de la vie politique.

Pour l'étude de notre sujet, deux principales sources furent utilisées : les sources écrites et les sources orales.

Les sources écrites sont constituées des archives de l'ancien cercle de Koupéla. Il s'agit des rapports politiques mensuels des commandants de cercle de Koupéla. Les autres sources écrites sont composées des archives de la sous-section de l'U.D.V-R.D.A de Koupéla comprenant les procès verbaux des différentes réunions ainsi que des rapports et correspondances. Les archives du R.D.A nous ont été fournies par des anciens militants.

Quant aux sources orales, elles sont constituées d'enquêtes réalisées à Koupéla, Pouytenga et Ouagadougou auprès des anciens leaders et militants du R.D.A, P.R.A et M.L.N.

Nous avons consulté également des ouvrages pour completer les différentes sources. Pour faciliter la tâche des lecteurs non habitués aux transcriptions phonétiques, nous avons conservé pour les noms géographiques, l'orthographe officielle datant depuis l'époque coloniale.

Nous remercions tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre ont apporté leur concours soit en nous facilitant l'accès à certains documents et informations, soit en nous accordant des entretiens.

Cependant toute notre gratitude va :

- Aux camarades enseignants pour leurs conseils et suggestions.

- Au camarade Hamidou DIALLO, pour avoir accepté malgré ses multiples fonctions de diriger notre travail.

- Au camarade Joachim KYELEM qui nous a fourni des documents sur le congrés de l'U.F.K. et le discours de Naba Zanré en Juillet 1957.

- Au camarade Alphonse ZOUNGRANA qui nous a facilité l'accès aux archives du R.D.A de la sous-section de Koupéla.

Certains informateurs ont préféré rester dans l'anonymat. A la place de leur identité, nous avons mentionné X.

Enfin, nous remercions tous ceux qui ont contribué à la mise en forme de ce travail. Nous souhaitons que cette investigation fasse naître chez les lecteurs le désir d'enrichir leur connaissance sur le Burkina. Nous sommes persuadé que mieux, ils connaîtront son passé, mieux, ils travailleront à son avenir. Les critiques des uns et des autres viendront completer nos lacunes.

Au moment où nous achevons la rédaction du présent manuscrit, nous apprenons avec régret, le décès de Cyprien K.L SANDWIDI qui fut l'un de nos informateurs. Qu'il répose dans la paix du Seigneur.

LISTE DES SIGLES UTILISES

A.O.F	Afrique Occidentale Française
C.D.R	Comité de Défense de la Révolution
C.M.R.P.N	Comité Militaire du Redressement pour le Progrès National.
C.N.R.	Conseil National de la Révolution
C.S.V	Confédération Syndicale Voltaïque
E.N.A	Ecole Nationale d'Administration
F.O.M	France d'Outre - Mer
F.P.V	Front Progressiste Voltaïque
G.E.C	Groupe d'Etudes Communistes
G.S.V	Groupe de Solidarité Voltaïque
J.V.R.D.A	Jeunesse Voltaïque du Rassemblement Démocratique Africain
M.D.V	Mouvement Démocratique Voltaïque
M.L.M	Mouvement de Libération Nationale
M.P.A	Mouvement Populaire Africain
M.R.V-P.R.A	Mouvement du regroupement Africain section territoriale du P.R.A.
O.R.D	Organisme Régional du Développement
P.A.I	Parti Africain pour l'Indépendance
P.C.R.V	Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque
P.D.U	Parti Démocratique Unifié
P.D.U-R.D.A	Parti Démocratique Unifié, section territoriale du R.D.A
P.N.V	Parti National Voltaïque
P.R.A	Parti du Regroupement Africain

P.R.L	Parti Républicain de la Liberté
P.S.E.M.A	Parti Social pour l'Emancipation des Masses Africaines
R.D.A	Rassemblement Démocratique Africain
R.P.F	Rassemblement pour le Peuple Français
S.D.	Sans Date
U.D.I.H.V	Union pour la Défense des Interets de la Haute-Volta
U.D.V-R.D.A	Union Démocratique Voltaïque, section territoriale du R.D.A
U.F.K	Union Fraternelle des "Koupéliens"
U.G.E.V	Union Générale des Etudiants Voltaïques
U.P.V	Union Progressiste Voltaïque
U.V	Union Voltaïque.

INTRODUCTION

Nul n'ignore que l'histoire de l'Afrique Noire Contemporaine est toujours victime des clichés. Dès qu'on évoque l'Afrique surgissent des images insolites et effrayantes. Elle est toujours présentée comme une terre d'horreur vouée aux inégalités sociales, aux déchirements internes dûs souvent à des querelles de personnes ou conflits hégémoniques entre les régions et à la destabilisation.

Face à cette attitude, il revient aux Africains de retracer avec impartialité l'évolution politique et socio-économique de l'Afrique actuelle. Il est nécessaire que chacun contribue à l'édification d'une histoire de ce continent.

Nous avons constaté que les recherches sur les partis politiques qui animent la vie politique en Afrique, même si elles existent, demeurent insuffisantes.

C'est pourquoi nous avons jugé utile de porter une attention particulière à l'action de ces forces politiques nées pour la plupart après la seconde Guerre Mondiale. Nous mettrons essentiellement l'action sur le R.D.A. qui a conduit le Burkina (ex Haute Volta) à l'indépendance. Il demeura jusqu'en 1974 la formation politique la plus influente du pays.

Pour une connaissance générale de l'histoire du Burkina ou de l'Afrique, il est nécessaire que l'histoire des villages ou des villes soit d'abord maîtrisée. C'est ce qui justifie le choix du R.D.A. dans la région de Koupéla de 1956 à 1974. C'est une région où l'antagonisme entre hommes politiques et entre formations politiques fut âpre. Ce climat politique morose permanent à Koupéla n'est qu'un aperçu de la vie politique à l'échelon national. 1956 marque le début de la pénétration du R.D.A. dans la région de Koupéla tandis que 1974 constitue la fin de la Deuxième République.

Aussi, nous pensons contribuer à la connaissance de l'histoire de l'Afrique Noire.

Le Camerounais Joseph OWONA définit le parti politique comme une association à but politique dont l'objectif déclaré est d'exprimer les opinions, les aspirations et les préférences politiques de ses membres (1). C'est donc une arme de conquête du pouvoir politique, d'exercice du pouvoir, de contestation du pouvoir.

Nous entendons par région de Koupéla, les composantes de l'ancien cercle de Koupéla dans ses limites géographiques et administratives de 1957 à 1975 (2).

---

(1) OWONA (J) Droit constitutionnel et régimes politiques africaines, BERGER Levrault, Paris, 1985, p. 41.

(2) Elle correspond aujourd'hui à la province de Kouritenga moins les départements de Kando et Andemtenga, jadis rattachés au cercle puis à la sous-préfecture de Boulsa.

Avant d'entamer notre étude proprement dite, il est nécessaire de présenter brièvement la région de Koupéla et l'activité des partis politiques qui y existaient avant la pénétration du R.D.A. Il s'agissait de l'Union Voltaïque et du P.S.E.M.A.

La région de Koupéla était une des provinces Mossé lorsqu'elle fut érigée en subdivision en 1954, mais ce n'est qu'en 1956 que son fonctionnement normal eut lieu. Elle fut ensuite ramenée au rang des cercles le 21 Novembre 1957, se libérant ainsi de la tutelle du cercle de Tenkodogo.

Le cercle de Koupéla est peu étendu. Il couvre une superficie de 2.500 km2. Il est limité à l'Est par le cercle de Fada N'Gourma, à l'Ouest par le cercle de Zorgho, au Nord par le cercle de Boulsa et au Sud par ceux de Garango et de Tenkodogo.

La ville même de Koupéla se trouve à 140 km à l'Est de Ouagadougou. Son emplacement au centre des régions Est lui confère une place de choix et fait d'elle un véritable carrefour.

La population du cercle était estimé à 87.860 habitants au 1er Janvier 1967 (1) et à 91.240 habitants en 1973. Cette population comprend dans le détail une grande diversité ethnique. Les Mossé dominent largement.

---

(1) LAHUEC (J.P) <u>Zaongho : Etude régionale d'un village de l'Est Mossi (cercle de Koupéla)</u>. ORSTOM, Paris, 1971, P. 21.

La population est repartie sur 160 villages regroupés sur six cantons qui sont : Koupéla, Pouytenga, Gounghin, Dialgaye, Kabéga et Tensobentenga. L'Eglise Catholique Romaine implantée depuis 1900 est influente ; plus de la moitié de la population est composée de chrétiens.

Quant à la vie politique, elle était dominée de 1946 à 1956 par l'U.V. puis du P.S.E.M.A.

L'Union Voltaïque fut le premier parti politique implantée dans la région avec la naissance des partis après la seconde Guerre Mondiale.

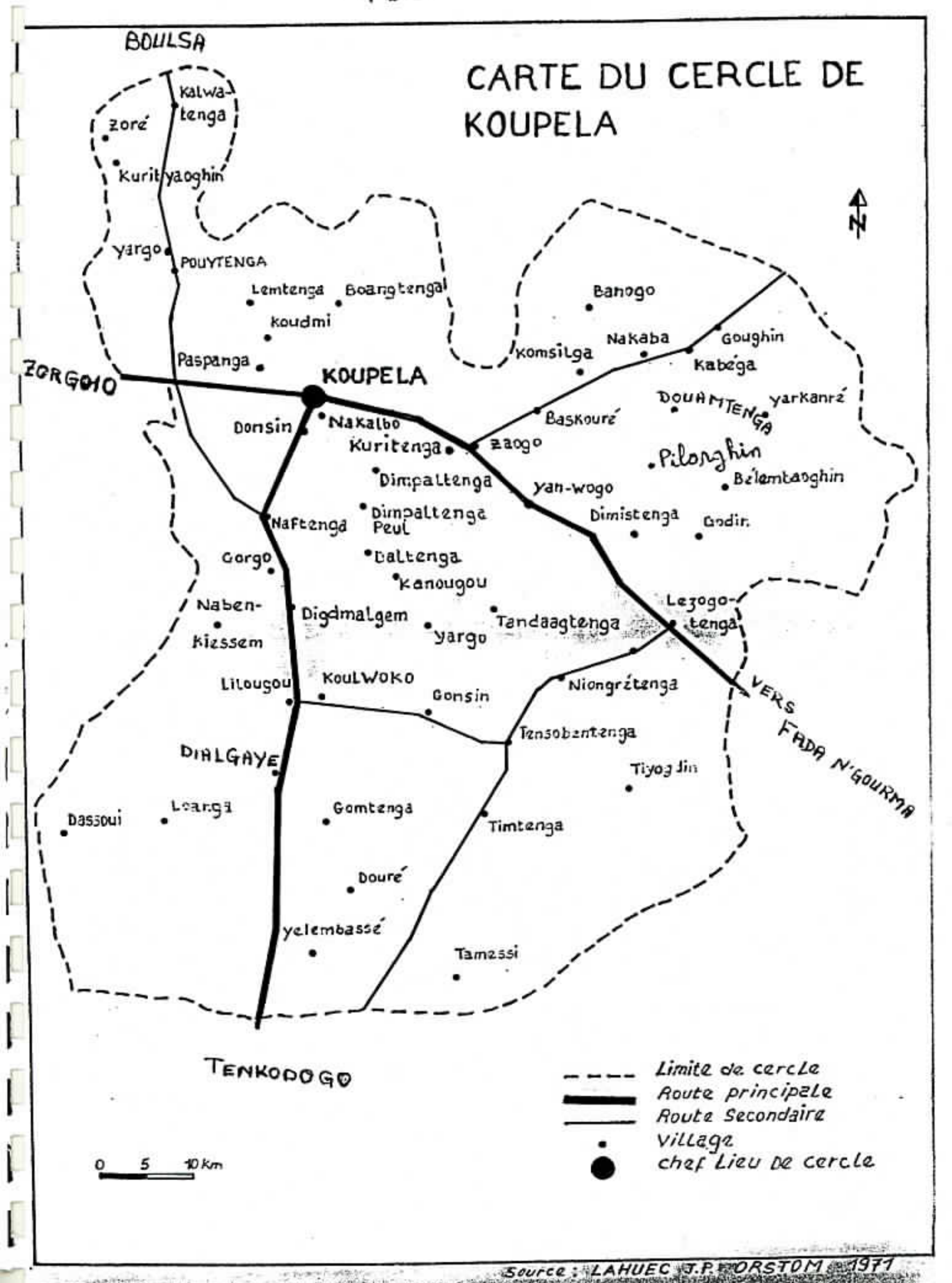
A l'origine, il s'agissait d'une association ethnique denomonée U.D.I.H.V. pour la reconstitution de la colonie de la Haute Volta démantelée entre les colonies de Côte d'Ivoire, du Soudan et du Niger (1).

En 1946, naissait à Bamako, le R.D.A., il apparaissait comme une force capitale avec laquelle, contre laquelle et autour de laquelle s'est développée l'histoire de la décolonisation (2). Affilié au P.C.F. l'administration coloniale va réagir contre le R.D.A. en soutenant ou en créant les partis hostiles.

---

(1) Enquête auprès de OUEDRAOGO K. Gérard, Ouagadougou le 17 Janvier 1987.

(2) DADIE (B), la fondation Félix HOUPHOUET BOIGNY : Buts, moyens et structures. Revue de l'Institut Africain de Recherches Historiques et Politiques revue semestrielle No 1, Juillet 1977, p. 67.



Source : LAHUEC J.P. ORSTOM 1971

L'U.D.I.H.V. transformée en U.V. va regrouper tous ceux qui sont hostiles au R.D.A. et ceux qui veulent la reconstitution de la colonie de la Haute Volta.

Dans la réalité, la principale raison d'être de l'U.V. est de lutter contre le R.D.A. (1). pour empêcher la pénétration du R.D.A. en pays Moaga, la Haute Volta est rétablie par la loi du 4 Septembre 1947 (2). L'administration coloniale soutient fermement l'U.V. qui réussit à s'implanter partout en pays Moaga.

Le gouverneur Abert MOURAGUES avait été envoyé en Haute Volta à la demande du Clergé Catholique pour combattre le R.D.A. Il fut le principal pilier du R.D.A.

Le 1er congrès de l'U.V. eut lieu en Septembre 1948 à Ouagadougou. Selon Gérard K. OUEDRAOGO, le congrès prêcha une collaboration totale avec les pouvoirs publics. Son objectif : Se dresser contre le R.D.A. où ce dernier se manifeste (1).

L'U.V. règne sans partage en pays Moaga, elle bénéficie du soutien des autorités coloniales qui manipulent des élections en sa faveur, du Clergé Catholique et de la chefferie traditionnelle Mossé.

---

(1) Enquête auprès de OUEDRAOGO K. Gérard, Ouagadougou le 17 Janvier 1987.

(2) SAVONNET-GOYOT (C), Le Prince et le Naba : Politique africaine No 20, Karthala, Paris, 1985, p. 35.

Les candidats de l'U.V., plus connus sous le nom de candidats de l'administration ou de MOURAGUES étaient élus sans campagnes électorales. C'est à ce juste titre qu'on les qualifiait de "cooptés de l'administration et des chefs locaux".

Bénéficiant du soutien de l'administration coloniale de l'Eglise Catholique et de la chefferie traditionnelle, on disait avec moquerie que les candidats de l'U.V. avaient reçu la Sainte Trinité (1). La Sainte Trinité dans l'idéologie chrétienne est l'incarnation du Père, du Fils et du Saint Esprit en un seul corps.

La plupart des élus de l'U.V. avaient des liens étroits avec les chefs traditionnels, véritables maîtres du parti. En 1952, Naba Zanré, chef de la province de Koupéla faisait élire Oscar NIKIEMA au poste de Conseiller Général. Il succédait ainsi à Pohi ZEBANGO, originaire de Zabré, élu en 1948, toujours grâce à la volonté de Naba Zanré (2).

L'U.V. était sans conteste, le parti des chefs locaux Mossi et des conservateurs. Elle va traverser une crise à partir de 1953.

En 1953, Nazi BONI, un des leaders de l'U.V. conteste la mainmise des chefs traditionnels Mossé sur le parti et crée le M.P.A.

---

(1) Enquête auprès de OUEDRAOGO K. Gérard, Ouagadougou le 17 Janvier 1987.

(2) Enquête auprès de KYELEM Joachim, Ouagadougou le 21 Janvier 1987.

Michel DORANGE, un élu de l'U.V. se retire du parti et crée un mouvement connu sous le nom de Dorangisme à Ouahigouya. Il engage une lutte contre les abus des chefs locaux.

La crise au sein du parti est due au fait qu'aucune doctrine ne le guide. Il regroupe des hommes politiques ayant des ambitions personnelles. C'était le gouverneur MOURAGUES qui maintenait sa cohésion. Son départ en 1953 va précipiter l'éclatement du parti.

L'U.V. va se muer en P.S.E.M.A. en 1954, mais toujours dans le souci de défendre les intérêts des chefs coutumiers Mossé. Ce sont les contradictions au sein de l'U.V. qui furent à l'origine du P.S.E.M.A. Il ne différait de l'U.V. que par le sigle. Ce parti au nom kilométrique et caduc selon Ouezzin COULIBALY fut aussi déchiré par une crise (1).

Deux tendances virent le jour au sein du P.S.E.M.A. :

- La tendance dite progressiste dirigée par Joseph OUEDRAOGO, fondateur en 1954 du mouvement régionaliste et tribaliste "Jeune Mossi" dont le programme était essentiellement tourné vers la promotion sociale (2).

---

(1) Enquête auprès de OUEDRAOGO K. Gérard, Ouagadougou le 18 Janvier 1987.

(2) SANDWIDI (K). Les partis politiques en Haute Volta, thèse pour le Doctorat d'Etat, Université de Poitiers, 1981, p. 70.

Il luttait contre les diffèrentes injustices subies par les paysans à Ouagadougou et contre les chefs traditionnels qui constituaient un obstacle à l'émergence sur le plan politique des jeunes intellectuels de la règion de Ouagadougou. La vie du mouvement fut èphémère.

Cette tendance soutenue par le Clergè Catholique conteste l'hègèmonie des chefs traditionnels sur le P.S.E.M.A. Elle regroupait la plupart des jeunes intellectuels Mossé originaires de la capitale, favorables à un rapprochement avec le R.D.A. qui n'avait plus des liens avec les communistes.

- La tendance conservatrice patronée par Joseph CONOMBO, François BOUDA, Bernard Tibo OUEDRAOGO... Elle entend prèserver les intèrêts des chefs locaux contre les mènaces des diffèrents partis.

L'opposition fut vive entre ces deux tendances de 1954 à 1956 car les jeunes intellectuels contestaient ouvertement l'hègèmonie des chefs coutumiers dans le parti.

Harcellès de toutes parts , les chefs locaux et leurs collaborateurs sur conseils du Clergè Catholique très prèvoyant vont entreprendre des démarches pour une alliance avec le R.D.A. afin de sauvegarder leurs intèrêts menacès par la nouvelle èlite intellectuelle (1).

---

(1) Enquête auprès de OUEDRAOGO K. Gèrard, Ouagadougou le 18 Janvier 1987.

Notre investigation sur le R.D.A. dans la région de Koupéla va évoluer en trois parties :

- La première partie va de 1956 à 1960 c'est-à-dire de la loi cadre à l'indépendance. Elle marque l'ascension du R.D.A. dans la région.

- La deuxième partie concerne l'évolution du R.D.A. sous la Première République de 1960 à 1966. C'est une période caractérisée par la suprématrie du R.D.A. à tous les échelons de la vie politique.

- La troisième partie met l'accent sur le R.D.A. face au multipartisme, autrement dit l'attitude du R.D.A. face aux partis antagonistes de 1966 à 1974.

PREMIERE PARTIE

LE R.D.A. DE 1956 A 1960

CHAPITRE I : LA PENETRATION DU R.D.A. DANS LA REGION DE KOUPELA

Si le R.D.A. est né en Octobre 1946 à Bamako, il a fallu une décénnie plus tard pour qu'il s'implante à Koupéla et dans le reste du pays Moaga. L'absence du R.D.A. dans la région jusqu'en 1956 s'explique par la présence de l'U.V. qui s'est muée ensuite en P.S.E.H.A. parti opposé au R.D.A. et soutenu par l'administration coloniale et la chefferie traditionnelle (1).

A. L'implantation du R.D.A.

L'année 1956 marque l'ascension du R.D.A. sur le plan politique. Longtemps confiné dans la région de Bobo-Dioulasso, le R.D.A. fait son apparition à Koupéla, grâce à la combinaison de plusieurs facteurs dont le plus important est le repli tactique.

1. La doctrine du R.D.A.

Sans vouloir entrer dans le détail, nous devons cependant présenter les aspects essentiels de cette doctrine.

---

(1) Enquête auprès de SANDWIDI K. L. Cyprien, Koupéla le 27 Décembre 1987.

Sous l'action de plusieurs facteurs conjuguées, la France par la constitution d'Octobre 1946 apporta des innovations : liberté d'association, liberté d'expression, etc... dans ses colonies. C'est dans ce contexte qu'apparaît le R.D.A. à Bamako. Sa création constitue un évènement capital dans l'histoire de la décolonisation en Afrique Noire francophone (1).

Créé par les Africains, le R.D.A. est une réaction contre la colonisation avec son cortège d'injustice, de discrimination, d'oppression et d'exploitation. De ce fait, le R.D.A. est une union de toutes les couches sociales d'Afrique exploitées et brimées par le colonialisme (2). Le congrès constitutif du R.D.A. a défini clairement le but du mouvement : l'émancipation des pays africains sous le joug colonial et l'affirmation de leur personnalité politique, sociale et culturelle et l'adhésion librement consentie à une union des nations et des peuples fondée sur l'égalité des droits et devoirs. Pour que cette lutte soit efficace, le parti préconise trois moyens :

- L'union au sein d'une organisation politique large admettant toutes les conceptions idéologiques, toutes les ethnies, toutes les situations sociales.

---

(1) CORNEVIN (M) Histoire de l'Afrique Contemporaine de la seconde Guerre Mondiale à nos jours, petite bibliothèque Payot, Paris, 1972, p. 116.

(2) LISETTE (G) Le combat du R.D.A. Présence Africaine, Paris, 1983, p. 25.

Ce qui signifie que le parti ne saurait être le creuset d'une classe ou d'une couche sociale dans la mesure où il regroupe toutes les conceptions idéologiques, philosophiques et réligieuses (1).

- La constitution d'un groupe parlementaire africain sans pour autant se démarquer de la tutelle française. Ce qui montre que le R.D.A. n'a jamais contesté la domination française en Afrique. Il recherche plus de justice sociale à l'intèrieur du bloc français (2).

- La solidarité : Elle est nécessaire et doit réunir tous les peuples de l'Union Française et des forces démocratiques mondiales. La solidarité doit s'exercer contre un ennemi commun : l'impérialisme.

C'est dans ce contexte que s'explique l'alliance avec les communistes dont l'influence en Afrique se faisait sentir de plus en plus grâce à la création depuis la fin de 1943 des G.E.C. dans certains grands centres urbains d'Afrique (3).

---

(1) SANDWIDI (M) Les partis politiques en Haute Volta, Thèse pour le Doctorat d'Etat, Poitiers, 1981, p. 28.

(2) PARE (M) L'implantation et le développement du R.D.A. dans la région de Bobo-Dioulasso. De la période coloniale à l'indépendance, 1946 - 5 Août 1960. Mémoire de Maîtrise, Université de Ouagadougou, 1980, p. 22.

(3) DELAVEAU (B) ; MONGNET (C) et SALIFOU (A) : Décolonisation et problèmes de l'Afrique indépendante, Histoire classes terminales. EDICEF, Paris, 1983, p. 74.

L'apparentement du R.D.A. au P.C.F. ne signifie pas une fusion. Le mouvement a collaboré avec le P.C.F. parce que celui-ci était anti-colonialiste. A ce propos, écoutons Gabriel LISETTE : "Le rassemblement n'est, ne peut être une section d'aucun parti métropolitain. C'est une organisation africaine adaptée aux conditions africaines, dirigée par des Africains..." (1).

L'administration coloniale alléguant l'apparentement au P.C.F. trouva un alibi pour matraquer partout le R.D.A. Le parti est accusé d'être d'obédience communiste à la solde de Moscou (2). La repression devient de plus en plus féroce. Le parti décida alors le fameux repli tactique.

Si en 1946, HOUPHOUET BOIGNY définit le R.D.A. comme un mouvement qui devait tenir compte des réalités africaines, il s'inspira de ce même pragmatisme pour justifier le désapparentement. Le R.D.A. s'enfonça davantage dans la voie de la collaboration.

Les relations qui étaient tendues entre le R.D.A. et les autorités coloniales s'effritent de plus en plus suite à ce repli tactique.

---

(1) LISETTE (G) op. cit. p. 46.

(2) Allocution prononcée par Darsalam DIALLO, Ouagadougou le 30 Juillet 1966, p. 4.

Le R.D.A. par sa doctrine a provoqué l'hostilité de la métropole dès sa création. Par son repli tactique, il gagna la confiance des autorités coloniales. Malgré ce repli tactique, son programme est demeuré inchangé : Rassembler tous les Africains quelles que soient leurs origines, leurs races, leurs religions, leur donner leur dignité d'hommes, leur dignité individuelle et collective (1).

Il faut noter que le R.D.A. jusque là très influent à l'Ouest du pays va pénétrer à Koupéla par le biais de sa fusion avec le P.S.E.M.A.

2. La fusion entre le R.D.A. et le P.S.E.M.A.

Le 23 Juin 1956, le parlement français votait la Loi Cadre accordant aux territoires d'Afrique Française, l'autonomie interne. De nouvelles élections furent organisées le 31 Mars 1957 pour le renouvellement des assemblées territoriales et en application de la Loi Cadre. En prévision de ces élections, le R.D.A. et le P.S.E.M.A. s'unissent pour former le P.D.U. le 29 Septembre 1956 (2).

Avant la fusion entre les deux partis jadis rivaux, la situation politique sur le plan national se présentait ainsi :

---

(1) Allocution prononcée par Darsalan DIALLO, Ouagadougou le 30 Juillet 1966, p. 5.

(2) SAVONNET-GUYOT (C) Etats et Sociétés au Burkina Faso, édition Karthala, Paris, 1986, p. 37.

- le R.D.A. était très influent à l'Ouest.

- le M.P.A. de Nazi BONI dominait à Dédougou.

- le M.D.V. de Michel DORANGE et Gérard Kango OUEDRAOGO qui règne sans partage sur presque tout le Nord.

- le P.S.E.M.A. qui demeure la principale force politique et soutenue par la chefferie Mossé. Son "fief" est le centre du pays. Deux tendances se signalent au sein de ce parti :

- La tendance conservatrice dominée par Joseph Issoufou CONOMBO, François BOUDA, Henri GUISSOU, etc...

- La tendance progressiste patronnée par Joseph OUEDRAOGO et soutenue par le Clegé Catholique. Cette dernière tendance est favorable à un rapprochement avec le R.D.A.

C'est dans ce centexte que le R.D.A. prit l'initiative de tendre la main au P.S.E.M.A. Des contacts préliminaires eurent lieu en vue de la fusion entre les deux partis à Yamoussoukro et à Paris. Du côté P.S.E.M.A., on notait la présence du Mogho Naba Sagha et de ses collaborateurs : Joseph I. CONOMBO, Henri GUISSOU, Laurent BANDAOGO. Le R.D.A. était conduit par Félix HOUPHOUET BOIGNY, Daniel Ouezzin COULIBALY, Ousmane BA et Ali BARRAUD.

Il fut décidé selon Joseph I. CONOMBO, non pas d'une unité organique, mais d'une unification. Le résultat fut la création du P.D.U. Le Mogho Naba Sagha en était le Président d'honneur. C'est un simulacre d'union nationale sans base doctrinale.

La fusion intervenue entre les deux forces politiques a eu comme conséquence, la pénétration du R.D.A. à Ouagadougou et dans le reste du pays Moaga. Le P.S.E.M.A. disparaît au profit du P.D.U. qui, selon les clauses n'est pas une section territoriale du R.D.A. Dans la réalité, c'etait le R.D.A., le sigle P.D.U. n'était que de façade.

Le premier Secrétaire Général du P.D.U. à Koupéla fut Cyprien K. L. SANDWIDI, Secrétaire Général de Naba Zanré, chef de province de Koupéla. Il était auparavant responsable du P.S.E.M.A. de la région. Cette fusion entre les deux formations politiques fut possible grâce au repli tactique de 1951. Ces deux partis ne collaborent-ils pas avec l'administration coloniale ? Le P.S.E.M.A. est né sur les ruines de l'U.V., parti crée de toutes pièces par le gouverneur MOURAGUES pour combattre le R.D.A. avant son repli tactique. Le P.S.E.M.A. contrairement au R.D.A. avant son désapparentement avec les communistes collaborait avec l'administration coloniale, le Clergé Catholique et surtout la chefferie traditionnelle qui constitue son atout majeur.

C'est donc un parti conservateur à l'extrême et de surcroît sans doctrine et programme politiques cohérents. Avec la pénétration du R.D.A. débutent les meetings populaires dans la région ; cette forme de propagande était inconnue à Koupéla sous l'U.V. et du P.S.E.M.A. C'est une innovation dans la vie politique de la région (1).

La fusion permit au R.D.A., longtemps considéré comme le parti des "non Mossé" d'être présent à Koupéla et dans le reste du pays Moaga. Les élections de Mars 1957 vont confirmer une fois de plus son dynamisme.

3. Les élections du 31 Mars 1957

Ces élections répondaient au souci de la métropole de mettre en application la Loi Cadre. De ce fait, le pays a été divisé en dix neuf circonscriptions électorales (2).

Pour la première fois depuis 1946 avait lieu le suffrage universel direct et au collège unique (3).

---

(1) Enquête auprès de ZOUNGRANA Cyprien, Koupéla le 24 Décembre 1987.

(2) YARGA (L) Séparation et collaboration des pouvoirs dans le système constitutionnel voltaïque, Thèse de Doctorat d'Etat, Nice, 1983, p. 157.

(3) BALIMA (A.S) Génèse de la Haute Volta, Presses Africaines, Ouagadougou, 1969, p. 106.

Les élections du 31 Mars 1957 apportèrent des innovations. Les paysans qui étaient écartés des votes devenaient des électeurs ; une clientèle non négligeable des leaders politiques. Le P.D.U., l'unique parti présent à Koupéla porta la candidature de Cyprien ZOUNGRANA. Qui était-il alors ? Il est sans conteste, le leader le plus influent de la région de 1957 à 1966. Il est né en 1927 à Koupéla. Il fréquenta les écoles primaires de Koupéla et de Tenkodogo, puis l'école primaire supérieure de Bingerville (en Côte d'Ivoire).

Il sortit comme contrôleur agricole. Il fut congédié de son service pour irrégularité (1). Naba Zanré profita d'un pélérinage à Rome (en Italie) dans les années 1950 pour l'amener en France pour qu'il fasse des études en agronomie. Il regagna Koupéla sans avoir accompli ses études en 1954 où il commencera à militer au P.S.E.M.A. Sa carrière politique proprement dite débute en 1957 lorsqu'il fut élu pour la première fois Conseiller Territorial sous l'étiquette du P.D.U. Il fut réelu en Avril 1959 et en Novembre 1965. Il fut Secrétaire Général de la sous-section de Koupéla du R.D.A. de 1960 à 1962 puis de 1964 au 3 Janvier 1966. Il fut aussi membre du bureau politique de l'U.D.V-R.D.A. de 1958 à 1966 et Vice Président de l'Assemblée Nationale sous le Première Republique. Il avait par sa position sociale, fils de Naba Zanré, tous les atouts pour s'imposer.

---

(1) Enquête auprés de X, fonctionnaire en retraite à Ouagadougou.

Sa carrière politique fut marquée par de nombreuses contestations ; les élites de la région s'opposèrent à sa candidature. On lui reprochait d'avoir une attitude insolente, un caractère irascible et un esprit versatile, en un mot, d'être un homme sans vergogne.

L'avenir allait donner raison aux élites. L'hostilité des élites à la candidature de Cyprien ZOUNGRANA s'explique aussi par le fait qu'il a été imposé par Naba Zanré, leader réel du P.D.U. à Koupéla. Pour les élites, le candidat doit être désigné démocratiquement devant une assemblée générale.

A ces élections, la métropole dut envoyer des circulaires dans les territoires pour inviter les administrateurs coloniaux à tempérer leur intrusion dans les votes, du moins, s'il fallait le faire, il faudrait l'orienter vers le R.D.A. (1). Dans ces conditions, le candidat du P.D.U. soutenu par la chefferie traditionnelle et l'administration coloniale fut élu sans difficulté. Il remplaçait ainsi Oscar NIKIEMA, Conseiller Territorial de Koupéla de 1952 à 1957.

Sur le plan national, le P.D.U. sort vainqueur avec 37 élus sur 70 sièges, suivi du M.D.V., 26 élus. A l'issue de ces consultations électorales, un gouvernement de coalition P.D.U-M.D.V dirigé par Ouezzin COULIBALY fut formé.

---

(1) SANDWIDI (K) op. cit. p. 46.

Ces élections ont montré une fois de plus l'emprise de la chefferie traditionnelle sur le parti.

B- L'emprise de la chefferie traditionnelle

Les élections se succédaient à un rythme accéléré, les chefs traditionnels jouèrent un rôle prépondérant. Simples auxiliaires administratifs avant 1946, ils vont reprendre par le jeu de la démocratie, une importance politique.

Dans la région de Koupéla, l'influence excercée par Naba Zanré fut la plus remarquable.

1. Le rôle de Naba Zanré

Il fut par sa stature, celui qui contribua de plus aux succès du P.D.U. à Koupéla.

Né en 1905 à Koupéla, Albert Tilado ZOUNGRANA, plus connu sous le titre royal de Naba Zanré est le chef de la province de Koupéla. Il se convertit au christianisme en 1923. Son accès au trône remonte en 1929 grâce au soutien de l'Eglise Catholique. Un administrateur écrivait à propos de Naba Zanré : "Albert Tilado ZOUNGRANA est le meilleur chef Mossi, bien au dessus des autres" (1).

---

(1) Voir fiche signalitique de Naba, archives du cercle de Koupéla, S.D.

Il avait tous les moyens pour s'imposer à la population, ami de l'administration coloniale et fidèle de la Mission Catholique. Il faut reconnaître que le prestige de Naba Zanré est dû surtout à son attachement à l'agriculture. Monsieur GUIBLOT, administrateur des F.O.M. ne cache pas cette réalité dans son rapport de 1954 : "Chef autoritaire, très écouté de sa province qu'il dirige avec autorité. Particulièrement axé sur les questions agricoles, s'adresse passionnement à la remise en valeur de ses terres et pousse ses administrés à cultiver davantage" (1).

En effet, Naba Zanré était passionné par la mise en valeur des nouvelles cultures à Koupéla. Il obtient d'excellents résultats avec les pommes de terre et les oignons qui rivalisaient avec ceux de la France. Il recevait les plantes de l'administration et les faisait repiquer. Sa renommée dans le domaine de l'agriculture déborda largement les frontières de Koupéla (2). Dans les villages, il créa des jardins modèles. Les produits maraichers de Koupéla étaient vendus dans les centres urbains où vivaient les Européens : Tenkòdogo, Ouagadougou, Kaya et même Koudougou (3).

---

(1) Voir fiche signalitique Naba Zanré, archives du cercle de Koupéla, S.D.

(2) YANOGO (O) L'implantation du christianisme à Koupéla : Impact et évolution socio-économique 1900-1960. Mémoire de Maîtrise, Université de Ouagadougou, 1982, p. 148.

(3) YANOGO (O) IBIDEM, p. 149.

La culture du caféier, du kolatier fut tentée sans succès (1). Cependant la culture de la vigne a réussi.

Le chef de la province de Koupéla fut membre fondateur de la Chambre de Commerce et de l'Agriculture de la Haute Volta. Il fut également membre du Conseil Economique et Social de l'A.O.F. dont le siège est à Dakar et du Conseil Economique et Social de la Haute Volta.

En 1946, il fut préssenti pour être le premier député de la Haute Volta avec son ami HOUPHOUET BOIGNY, charge qu'il déclina poliment (2).

Les décisions de Naba Zanré étaient transmises jusqu'à la base par le relais des chefs subalternes. Ses différents Ministres résidant dans la ville de Koupéla transmettaient ses messages aux chefs de canton au nombre de six. Ces derniers à leur tour apportaient les directives de Naba Zanré aux chefs de village qui, à leur tour véhiculaient les messages aux paysans. Avec le chef de Koupéla, le P.D.U. n'avait aucune difficulté pour s'imposer dans les campagnes. C'est pourquoi, il avait imposé la candidature de Cyprien ZOUNGRANA au poste de Conseiller Territorial lors des élections du 31 Mars 1957.

---

(1) Enquête auprès de BALMA Lucie, Koupéla le 14 Mars 1988.

(2) SANDWIDI (K.L.S) Histoire du Royaume de Koupéla, racontée par ses griots, Koupéla, 1978, p. 76.

Rappelons nous que les élites de la région avaient protesté contre cette candidature. Le P.D.U. fonctionnait à Koupéla, en réalité, comme une institution coutumière. Les décisions étaient prises sans la consultation de la nouvelle génération montante qu'étaient les élites.

A travers Naba Zanré, il est incontestable que le parti est sous l'emprise de la chefferie traditionnelle. Si les chefs locaux sont considérés commes des "grands électeurs", quelles étaient les autres clientèles du parti.

2. La clientèle du parti

Le P.D.U. dispose par l'intermédiaire des chefs locaux une clientèle qui lui est docile. Elle est composée essentiellement des paysans, mais aussi des élites.

- Les paysans

La grande majorité du peuple est constituée par les paysans qui vivaient de l'agriculture et n'accordent à la politique qu'une attention marginale (1). L'étiquette du parti et son programme qui n'est d'ailleurs jamais présenté aux paysans n'ont aucun sens pour eux.

---

(1) LEWIS (W.A) La chose publique en Afrique Occidentale, Futuribles S.E.D.E.I.S., Paris, 1966, pp. 24-25.

Cependant, la tendance de cette catégorie d'électeurs à cette époque était de voter pour le candidat soutenu par les chefs coutumiers (1).

Les hommes politiques comprirent donc que les chefs étaient encore les représentants authentiques du peuple ; nul mieux que les chefs et leur entourage ne savait rendre les Mossé sensibles aux évènements qui agitent leur pays (2).

Dans un pays où la population en majorité rurale, est analphabète, l'allégence aux autorités coutumières demeure pour longtemps la règle. A en croire Cyprien K.L. SANDWIDI, le parti n'avait pas besoin de mener des campagnes électorales pour attirer des électeurs.

Il suffisait d'une simple convocation des chefs locaux et les paysans se rendaient massivement aux urnes. Il s'y rendaient par crainte de représailles en cas d'absence et non par conviction politique (3).

Outre les paysans, on notait aussi la présence des élites.

---

(1) Enquête auprès de SANDWIDI K.L. Cyprien, Koupéla, le 24 Décembre 1987.

(2) KABORE (V.G) Organisation traditionnelle et évolution politique des Mossi de Ouagadougou, Recherches Voltaïque, C.V.R.S. Ouagadougou, p. 187.

(3) Enquête auprès de SANDWIDI K.L. Cyprien, Koupéla le 27 Décembre 1987.

- Les élites

Nous entendons par élites, tous ceux qui, passés par l'école moderne fournissaient des cadres de l'administration, du commerce, etc...Il s'agit des lettrés. La plupart d'entre elles sont des fonctionnaires.

Elles sont dans l'ensemble peu nombreuses. La plupart d'entre elles sont des anciens séminaristes de Pabré ou de Koumi. Cette couche sociale privilégiée est constituée en grande majorité des instituteurs des écoles primaires Catholiques (1). Les principaux postes de l'administration sont confiés à ces militants dont la fidélité ne fait plus de doute dans le parti (2). Le parti étant sous l'emprise de la chefferie traditionnelle, les élites n'ont pas la possibilité de faire prévaloir leur point de vue. Elles vont créer alors une amicale dans le milieu urbain où elles peuvent faire passer leur message. Aussi l'U.F.K. est créée en 1956 et va constituer un cadre d'expression des élites. Elles cherchèrent des moyens pour révaloriser leur position sociale. Elles voyaient dans la chefferie traditionnelle, le seul obstacle majeur à l'émancipation et à la promotion sociale des masses africaines (3).

---

(1) Enquête auprès de ZOUNGRANA Alphonse, Koupéla le 26 Décembre 1987.

(2) LAVROFF (D.G) Les partis politiques en Afrique Noire, P.U.F., Paris 1978, pp. 101-102.

(3) KABORE (V.G) op. cit. p. 192.

CHAPITRE II : LES ORGANISATIONS CONCURRENTES

Il existait dans le cercle de Koupéla, outre le P.D.U., des organisations qui vont échapper à la mainmise des autorités coutumières. Elles vont constituer des menaces sérieuses pour les chefs locaux. Il s'agissait de l'U.F.K. et du M.D.V.

A. L'Union Fraternelle des "Koupéliens" (1)

Créèe en 1956, l'U.F.K. visait l'entraide entre tous les originaires de Koupéla. Son premier congrès extraordinaire en Avril 1957, après avoir considéré le Conseiller Territorial comme une créature de la chefferie traditionnelle, notamment Naba Zanré dénonça les abus des chefs locaux.

1; La critique contre les abus des chefs traditionnels

Certaines attaques dirigées contre la chefferie traditionnelle rélèvent d'une option idéologique, d'autres sont suscitées par un sentiment d'insécurité de la couche intellectuelle montante.

---

(1) Nous entendons par Koupéliens les originaires de la région de Koupéla.

Dans son congrès extraordinaire tenu à Ouagadougou les 6 et 7 Avril 1957, l'U.F.K. se livre à une critique sévère contre Naba Zanré, accusé d'être le rideau de fer de l'évolution et du progrès. Les congressistes évoquèrent les cruautés et les tortures de Naba Zanré et de ses Ministres à l'encontre des non-notables vivant dans un insécurité permanente et soumise à une espèce de servage.

Pour les congressistes : "La situation entre les sujets et son Naba était celle de l'esclave vis à vis du patricien de l'ancienne Rome" (1).

Rappelant les cornées auxquelles les sujets étaient astreints, ils montrèrent avec force détails, comment la culture du champ du Naba incombait intégralement aux paysans. Pendant la saison des pluies, ils n'étaient plus libres de travailler pour leur propre compte. Tirant les conclusions de leurs observations, les congressistes demandèrent dans une motion :

- La suppression immédiate du récrutement de la main d'oeuvre obligatoire.
- Que le récrutement soit volontaire.
- Qu'un salaire basé sur le taux officiel soit octroyé à ces travailleurs volontaires.

---

(1) Congrès de l'U.F.K. : Rapport sur les corvées, Ouagadougou, les 6 et 7 Avril 1957, p. 1.

- Qu'un contrôle sérieux de l'administration veille sur les travaux des champs, des jardins, des constructions et des corvées de tout genre (1).

Les congressistes reprochèrent à Naba Zanré sa haine contre les fonctionnaires natifs de la région. L'U.F.K. à sa création fut accusée d'être une association créée contre Naba Zanré, pour avoir publié une motion demandant l'ouverture d'une école et d'un dispensaire dans la subdivision de Koupéla. D'aucuns ont trouvé que cela n'était pas du ressort de l'U.F.K. ; d'autres ont affirmé que l'U.F.K. faisait de la politique. Le Président de l'amicale, Louis MALGOUBRI devant ces allégations se demande s'il y a un péché à faire de la politique à Koupéla comme cela se fait partout ailleurs (2). Pour les congressistes, c'est le règne à Koupéla de l'égoïsme, de l'égocentrisme qui se résume en ceci : "... Tout pour moi, tout par moi, rien en dehors de moi..." (3).

L'amicale à travers des résolutions fixe ses objectifs :

1. Briser le régime de terreur à Koupéla.
2. Conquérir la liberté de la masse laborieuse.

---

(1) Congrès de l'U.F.K. ; Rapport sur les corvées, p. 4.

(2) Appel du Président de l'U.F.K., Ouagadougou, S. D.

(3) Congrès de l'U.F.K. : Rapport sur les corvées, p.3.

3. Combattre jusqu'à l'échec ou à la victoire totale, le chef de Koupéla et son valet Laurent BANDAOGO ainsi que le fils héritier Cyprien ZOUNGRANA, tous deux désignés dans le but de maintenir la masse dans l'ignorance et dans les tortures des travaux forcés (1).

En effet, il ne s'agissait pas de la suppression de la chefferie traditionnelle, mais de rappeler aux chefs qu'ils n'avaient plus le droit de maintenir la masse populaire dans l'ignorance et dans la servitude. Les élites voudraient profiter des mutations intervenues avec la Loi Cadre pour exiger des réformes radicales.

Les rapports du congrès de l'U.F.K. sont distribués discrètement aux fonctionnaires de Koupéla sous forme de tracts.

Cependant, il ne faut pas sous-estimer les réactions contre l'amicale.

2. Les réactions contre l'U.F.K.

C'est la première réaction ouverte enregistrée par Naba Zanré depuis le début de son règne en 1929. Pour les originaires de Koupéla, il était l'égal du Mogho Naba et son autorité était comparable à celle de Louis XIV en France (2).

---

(1) Congrès de l'U.F.K. ; Rapport sur les corvées p. 5.

(2) Enquête auprès de YAMEOGO K. Joseph, Ouagadougou, le 13 Novembre 1987.

La réaction de Naba Zanré contre les membres de l'U.F.K. après le congrès fut prompte.

Les parents des membres de l'amicale furent convoqués dans la cour royale, l'un après l'autre et sévèrement admonestés (1). Ces derniers ont conseillé à leurs enfants de se retirer de l'U.F.K. pour être en paix. Certains militants ont tourné le dos à l'amicale pour éviter des persécutions. Le Secrétaire Général et le Président de l'association résidant à Ouagadougou étaient les plus menacés dans la région. Effectuer un déplacement sur Koupéla constituait une aventure dangereuse. Ce n'est que nuitamment qu'ils venaient dans la région. Tous les hommes attachés à Naba Zanré furent mobilisés contre les sympathisants de l'U.F.K. Nul n'osait quelle que soit son audace témoigner sa sympathie pour l'amicale dans la ville de Koupéla. Ce qui a permis à Polycarpe NARE qui fut trésorier de l'U.F.K. d'affirmer que le congrès a été un certificat de décès de l'association.

Le syndicat des chefs coutumiers, crée en 1952 aurait intenté un procès contre le Président de l'amicale pour ses propos jugés outrageants à l'égard de Naba Zanré (2). Ce procès n'eut pas lieu sur intervention de Michel DORANGE, Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de coalition P.D.U-M.D.V. Michel DORANGE est aussi Président du M.D.V.

---

(1) Rapport moral d'un membre du R.D.A., admirateur de l'U.F.K., Ouagadougou le 5 Septembre 1958.

(2) Enquête auprès de KYELEM Joachim, Ouagadougou le 23 Novembre 1987.

Peut être par cette attitude il entendait récupérer l'amicale pour la cause de son parti qui luttait également contre les abus des chefs locaux.

Le P.D.U. se trouve embarassé. D'une part, les fonctionnaires de Koupéla qui réagissent contre les abus et l'autre part, les chefs traditionnels qui demeurent conservateurs et de surcroît des alliés non négligeables.

Dans une correspondance aux membres du gouvernement, le Président de l'U.F.K., Louis MALGOUBRI mentionnait la poursuite des travaux forcés (1). Le gouvernement n'ayant pas réagi, le Président de l'amicale, dans une autre correspondance au Ministres de l'Intérieur montrait la souffrance des personnes réquisitionnées pour les travaux champêtres (2).

Selon Joachim KYELEM, le P.D.U. approuvait officieusement les motions de l'U.F.K. La preuve est qu'aucun membre de l'amicale n'a été arrêté, ni inquiété par les autorités de l'époque. Notre informateur conclut que politiquement, il était impossible d'affronter Naba Zanré qui était très connu sur le plan national. Il fallait passer par une association apolitique pour dénoncer ouvertement les abus qui se commettaient dans la région (3).

---

(1) Correspondance de l'U.F.K. à Messieurs les membres du Conseil du gouvernement, Ouagadougou le 4 Juin 1957.

(2) Correspondance du Président de l'U.F.K. à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Ouagadougou le 11 Juin 1957.

(3) Enquête auprès de KYELEM Joachim, Ouagadougou le 19 Mars 1988.

Le 8 Juin 1957, un décret du gouvernement français attribuait à Naba Zanré le titre de l'Officier de la Légion d'Honneur. La France entend par ce geste montrer sa sympathie pour son plus grand collaborateur, ami et défenseur de ses intérêts dans la région.

Le 14 Juillet 1957, il reçut son insigne d'Officier de la Légion d'Honneur des mains du Vice Président du Conseil . Dans un discours qui semble être une réponse aux attaques de l'U.F.K., il déclarait : "... Mon idéal a toujours été de conduire mon peuple vers une liberté de plus en plus large et compatible avec les bonnes coutumes et de l'évolution. C'est ainsi que j'ai décidé de renoncer moi-même l'année prochaine de recourir à la coutume pour faire mes cultures. Je conseille à mes collaborateurs, mes ministres en particulier d'en faire autant. Mais il faut reconnaitre que ne disposant d'aucune solde comme j'en ai, il leur est difficile d'appliquer la même mesure tout d'un coup. Mais, ils feront leur possibilité pour arriver petit à petit..." (1).

L'U.F.K. réagit immédiatement : "... L'administration lui permettrait-il de continuer jusqu'à l'année prochaine ? Si oui, nous dirons publiquement que le gouvernement pour l'intérêt d'un seul individu sacrifierait tout un peuple..." (2).

---

(1) Discours de Koupéla Naba, Koupéla le 14 Juillet 1957.

(2) Réponse de l'U.F.K. au discours de Koupéla Naba, S.D.

Naba Zanré avoue lui-même qu'il fait cultiver les gens. Les coutumes lui donnent l'autorisation. On se demande alors pourquoi rénoncerait-il à présent à recourir à la coutume pour faire ses cultures ? Si cette coutume est bonne pourquoi y renoncer ? Si elle est mauvaise, pourquoi s'y conformer ?

Pour la première fois depuis sa montée au trône, le chef de Koupéla est conscient qu'il faut mettre de l'eau dans son vin. Cette réforme est nécessaire afin d'éviter d'être humilié par l'élite devenue ambitieuse.

La critique contre le chef de Koupéla a soulevé des controverses de part et d'autre. D'abord, il paraît paradoxal que l'U.F.K. se livre à une critique contre le chef de province. Louis MALGOUBRI, son Président n'est rien d'autre que le confident et le commensal de Naba Zanré.

Pour les uns, ayant vêçu dans la cour royale, il a pu se rendre compte des injustices qui s'y commettaient au détriment des paysans. Il ne pouvait rester indifférent à leur sort d'où les critiques contre les abus des chefs locaux. Pour les autres, l'élection de Cyprien ZOUNGRANA est à l'origine des critiques contre Naba Zanré.

Les fonctionnaires originaires de Koupéla souhaitaient voir un changement socio-politique dans la région, notamment la cessation des travaux forcés pratiqués par naba Zanré. Cet espoir de changement s'amenuisa avec l'élection de Cyprien ZOUNGRANA qui est de surcroît le fils ainé de Naba Zanré. Quel homme politique interviendrait auprès des autorités étatiques pour mettre fin aux travaux forcés dont sont victimes les parents des dirigeants de l'U.F.K. ? Telle semble être la question sans réponse que se posait l'élite. La réponse fut trouvée par la voix de l'U.F.K. lors d'un congrès en Avril 1957.

Les congressistes dénoncent les abus commis par Naba Zanré. L'élite de Koupéla réclame non seulement plus de liberté pour leurs parents, mais aussi leur association aux décisions politiques de la région.

C'est ainsi qu'ils condamnent ceux qui sont élus par la volonté des chefs coutumiers. Dans ces conditions, on comprend pourquoi l'U.F.K. qui regroupe l'élite fut âprement combattue à Koupéla par les collaborateurs du chef de Koupéla. Sa force réside surtout au niveau des fonctionnaires originaires de Koupéla ayant élu domicile à Ouagadougou et dans les autres villes du pays.

Après le congrès de l'U.F.K., on va assister à son éclatement.

3. <u>L'éclatement de l'U.F.K.</u>

La cohésion qui a existé au sein de l'U.F.K. n'était plus qu'un souvenir après son congrès de 1957. Les critiques contre Naba Zanré en sont la cause profonde. On va assister à l'éclosion des tendances. Plusieurs chefs de famille affolés par le violent réquisitoire contre Naba Zanré ont conseillé à leurs fils de se retirer de l'association pour être à l'abri des représailles (1). Pour certains, cette diatribe contre le chef de Koupéla relève d'une option politique. Pour d'autres, les membres de l'U.F.K. sont ingrats. Le Président de l'amicale n'est rien d'autre que l'ami et le commensal de Naba Zanré qui, de surcroît l'a aidé matériellement quand un besoin se fait sentir à son niveau. Dans leur optique, même si le responsable coutumier de Koupéla avait commis des erreurs, le Président de l'amicale n'était pas le mieux placé pour lui faire des reproches. A notre avis, les liens qui existaient entre Louis MALGOUBRI et Naba Zanré n'étaient qu'apparents.

Il faut noter que c'est une fraction de l'U.F.K., sinon l'aile progressiste qui a dénoncé les abus des chefs locaux. Plusieurs militants n'ont pas assisté au congrès bien qu'informé par une circulaire. Cette absence s'expliquerait par leur lien avec les chefs. Il s'agit des fils des chefs et les fils des collaborateurs de Naba Zanré. Tous ces facteurs réunis vont conduire à l'éclatement de l'association.

---

(1) Enquête auprès de NARE Polycarpe, Ouagadougou le 3/4/87.

Cependant adversaires et sympathisants de l'U.F.K. reconnaissent au moins que les chefs locaux et leurs collaborateurs semaient la terreur à Koupéla. C'est avec objectivité que KABORE Jèphirin a comparé la région à un pénitencier avant l'indépendance (1).

Des militants de l'U.F.K., considérant que le combat contre la chefferie traditionnelle doit être mené sur le terrain plutôt que dans les écrits vont rejoindre le M.D.V.

B. La lutte du P.D.U. contre le M.D.V.

Le M.D.V. est le second parti politique après le P.D.U. à pénétrer dans la région de Koupéla.

1. Genèse et caractéristiques du M.D.V.

Au début, il était connu sous le nom du Dorangisme, du nom de son fondateur, Michel DORANGE, un officier français né en 1917, Commandant de cercle de Ouahigouya. Il fut élu Conseiller de l'Union Française en 1948 sous l'étiquette de l'U.V. (2). Le Dorangisme se réclama d'obédience R.P.F., parti créé par le Général De Gaulle en 1946. Le Dorangisme connut un succès éclatant au Yatenga.

---

(1) Enquête auprès de KABORE Jèphirin, Pouytenga le 15 Mars 1988.

(2) SANDWIDI (K) op. cit. pp. 67-68.

Michel DORANGE fit alors appel aux natifs du pays tels Gérard K. OUEDRAOGO, un membre de la famille royale du Yatenga et Darsalam DIALLO. Le 14 Juillet 1956, le Dorangisme fut transformé en M.D.V.

Le parti s'est imposé au Nord grâce à sa lutte farouche contre les abus des administrateurs eureopéens, l'arbitraire des chefs traditionnels et surtout en prenant la défense des intérêts des anciens combattants qui avaient servi la France et que l'on avait tendance à négliger (1). A titre d'exemple, nous pouvons citer la création d'un orphelinat à Ouahigouya pour les enfants des anciens combattants morts sur le champ de bataille, l'envoi des orphelins en France pour poursuivre leurs études secondaires et supérieures.

Le M.D.V. a introduit dans sa zone d'influence, la politique de prise de conscience en contactant directement la masse populaire. Il était plus progressiste si on le compare au P.D.U. allié aux chefs féodaux Mossé.

Ce parti fut introduit à Koupéla par Polycarpe NARE qui était instituteur à Ouahigouya (2).

---

(1) BALIMA (A.S) op. cit. p. 105.

(2) Enquête auprès de KYELEM Joachim, Ouagadougou, le 24/1/88.

2. La rivalité entre le P.D.U. et le M.D.V.

L'implantation du M.D.V. à Koupéla constitue un défi pour Naba Zanré qui tient les rênes du P.D.U. Il va sans dire que la rivalité entre les deux partis va être âpre. Les réactions contre les motions de l'U.F.K. en donnent déjà une idée.

La pénétration du M.D.V. à Koupéla est intervenue après les motions de l'U.F.K. contre les abus des chefs traditionnels (1). La totalité des fonctionnaires natifs de la région militait dans la P.D.U. Polycarpe NARE, né en 1932 à Koupéla, ancien élève du Lycée Terrasson de Fougères à Bamako, titulaire du Baccalauréat en 1954, sorti comme instituteur, va rejoindre le M.D.V. après avoir assisté au congrès de l'U.F.K. Il va mener ses campagnes électorales en se référant aux décisions prises lors du congrès de l'U.F.K. Le M.D.V. reproche au P.D.U. d'être le parti des conservateurs, des chefs coutumiers alliés de l'administration coloniale (2). Il dénonce ensuite la terreur créée et entretenue par les chefs locaux à travers les travaux forcés, les sévices corporelles appliquées aux paysans. L'objectif du parti était de libérer les paysans des contraintes et de la férule des chefs traditionnels, en un mot mettre ces derniers en veilleuse ou en "berne" (3).

---

(1) Enquête auprès de KYELEM Joachim, Ouagadougou, le 24/1/1988.

(2) Enquête auprès de NARE Polycarpe, Ouagadougou, le 3/4/1988.

(3) Enquête auprès de KABORE Jéphirin, Pouytenga le 15/3/1988.

Pour atteindre ces objectifs, le M.D.V. va s'appuyer sur des hommes audacieux, la jeunesse et surtout les anciens combattants. Ils sont beaucoup plus libres et souvent arrogants à l'égard du chef, surtout quand ils reviennent de la guerre et font figure de vainqueurs (1).

Cette attitude est renforcée par la pension trimestrielle qui leur permet d'être indépendant à l'égard des chefs ou du Clergé Catholique. Les anciens combattants véhiculèrent dans tous les villages, le programme du M.D.V. et ont fait de Michel DORANGE, ce capitaine français qui défendait leurs intérêts en France un mythe (2).

Pour les propagandistes du M.D.V., leur victoire signifiait la fin des travaux forcés, des persécutions dans la région de Koupéla.

Prétextant que c'est un parti communiste qui se camoufle sous le couvert du Gaullisme, l'administration coloniale va manigancer avec les chefs traditionnels pour mener une campagne de répression contre les militants du M.D.V. (3).

---

(1) DESCHAMPS (H) L'éveil politique africain, P.U.F., Paris, 1952, p. 47.

(2) Enquête auprès de OUEDRAOGO K. Gérard, Ouagadougou le 18/01/1987.

(3) IDEM.

A Koupéla, des collaborateurs zelés du chef de province furent mobilisés pour combattre le M.D.V. Leur objectif était d'empêcher ce parti de tenir des meetings populaires. Ces hommes mobilisés vont jouer le rôle de police ou de milice. Constitués en grande partie des hommes du quartier Daporé de la ville de Koupéla, ils représentaient la formation de choc de Cyprien ZOUNGRANA. Ils semaient la terreur dans la région (1). Pour confirmer les exactions commises au niveau des opposants de Cyprien ZOUNGRANA tant au sein du P.D.U. que du M.D.V., un informateur affirma avec soupir que la réalité de la vie politique en 1957 défie toute imagination. Il vaut mieux entendre que d'être un témoin oculaire conclut-il.

Dans les villages suivants : Yargo, Balogo, Kanougou, Tensobentenga, Gonsin, Boussé, Banogo, Kabéga, Gounghin, Pouytenga, des conflits éclatèrent entre militants du P.D.U. et des anciens combattants favorables au M.D.V. (2). En Novembre 1957, des anciens combattants sur ordre des autorités coutumières furent flagellés sur la plae du marché de Banogo. A Pouytenga, Jéphirin KABORE, le numéro deux du M.D.V. dans la région de Koupéla, ancien condisciple de Polycarpe NARE, instituteur de profession, fut plusieurs fois flagellé sur ordre du chef de la dite localité.

---

(1) Enquête auprès de KYELEM Fidèle, Koupéla le 11 Mars 1988.

(2) Enquête auprès de ZOUGMORE Sibiri, Koupéla le 14 Mars 1988.

Le 22 Juin 1957, il fut battu et laissé à demi-mort sur une voie publique. L'Eglise Catholique était devenue son lieu de refuge et toute sa famille persécutée (1). Michel DORANGE intervient souvent pour défendre les militants du M.D.V. Dans une correspondance adressée au chef de Pouytenga, il écrivait : "A la suite de l'enquête par la plainte des nommés Daoko KABORE et Casimir KABORE. Il est apparu que vous avez proféré des menaces allant jusqu'à parler de détruire la maison de Daoko. Je ne puis tolérer qu'un représentant de l'autorité se permette envers ses administrés, des menaces d'action illégale" (2).

D'après toujours Jéphirin KABORE, cette intervention en faveur de ses parents brimés ne porta pas des fruits. Les exactions avaient pris une tournure inquiétante. Ils étaient obligés de se réfugier à Bwaku et à Koumassi (Ghana actuel) et à Tenkodogo. Le cycle de la violence sur les militants du M.D.V. était devenu général. Les grands animateurs du parti étaient obligés de s'exiler ou de cesser leurs activités politiques. Telles furent les stratégies préconisées par les adversaires du M.D.V. pour l'extirper de la région.

---

(1) Enquête auprès de KABORE Jéphirin, Pouytenga le 15/3/88.

(2) Correspondance du Ministre de l'Intérieur à Monsieur le chef de Pouytenga s/c du Commandant de cercle de Tenkodogo, Ouagadougou le 15/10/1957, archives du cercle de Koupéla.

Pourtant sur le plan national, le P.D.U. en majorité à l'Assemblée Territoriale a formé un gouvernement de coalition avec le M.D.V. Cela suppose un certain compromis entre les deux forces politiques. Cet équilibre sera brisé en Décembre 1957.

Le P.D.U. lors des journées d'études à Bobo-Dioulasso en Septembre 1957 transforma cette réunion en congrès extraordinaire. Il fut décidé que le P.D.U. deviendra une section territoriale du R.D.A. Notons que jusque là, le P.D.U. n'était pas une section territoriale mais un parti purement voltaïque selon les clauses.

Joseph I. CONOMBO suivi de François BOUDA, Bernard Tibo OUEDRAOGO, Mathias SORGHO se retirent du P.D.U. et recréent le P.S.E.M.A. plus connu sous le nom de Néo-P.S.E.M.A. ou P.S.E.M.A - Rénové. Selon eux, l'affiliation du P.D.U. au R.D.A. constitue une violation des clauses de la fusion entre le P.S.E.M.A. et le R.D.A. Voltaïque. Ce retrait met le P.D.U. en minorité à l'Assemblée Territoriale (1). Les mécontents du P.D.U. forment avec le M.P.A. de Nazi BONI et le M.D.V., le G.S.V. et élisent Nazi BONI à la présidence de l'Assemblée.

Le parti unifié porte en lui-même les germes de son échec. L'unification n'était qu'apparente, les divers partis unifiés constituant des fractions souvent opposées.

---

(1) Enquête auprès de ZOUNGRANA Cyprien, Koupéla le 24 Décembre 1987.

A la composition du gouvernement, aucun porte-feuille ministériel ne fut attribué à l'aile conservatrice du P.S.E.M.A. qui regroupe Joseph I. CONOMBO, François BOUDA, Bernard Tibo OUEDRAOGO. Cependant, l'aile progressiste regroupant Joseph OUEDRAOGO et Paul NIKIEMA bénéficiait de deux porte-feuilles ministériels d'où le mécontentement de Joseph I. CONOMBO (1). Reconnaissons avec Gérard K. OUEDRAOGO que le P.D.U. est une alliance stratégique préconisée par Ouezzin COULIBALY dans le souci de récupérer les sympathisants du R.D.A. dans le P.S.E.M.A. LAVROFF définit le parti unifié comme une union des partis politiques qui, regroupés dans un cadre nouveau, acceptent un programme commun, souvent élaboré, et s'entendent pour se répartir des responsabilités dans le gouvernement et l'intérieur du parti (2). Il s'agit donc d'une solution entre partis. Chacun des partis composants conserve son originalité. Ces principes n'étant pas respectés pour le cas du P.D.U., la crise étant donc inévitable.

La sous-section de Koupéla se montra favorable au P.D.U - R.D.A. durant la crise gouvernementale et désapprovue la création du Néo-P.S.E.M.A. La majeure partie du pays Moaga adopta la même attitude au détriment des conservateurs du P.S.E.M.A. D'après Cyprien ZOUNGRANA, c'est le régionalisme qui fut à l'origine de la crise de 1957.

---

(1) Enquête auprès de NARE Polycarpe, Ouagadougou le 3/04/1988.

(2) LAVROFF (D.G) op. cit. p. 34.

Joseph CONOMBO et la plupart de ses collaborateurs ne pouvaient concevoir un gouvernement dirigé par Ouezzin COULIBALY sous prétexte qu'il n'était pas de l'ethnie Moaga. Pour créer des difficultés au nouveau chef du gouvernement, ils se retirent du P.D.U. La sous-section de Koupéla considérant que la crise s'explique par le régionalisme et des querelles de personnes décida de demeurer fidèle à Ouezzin COULIBALY et au P.D.U - R.D.A. (1).

La crise qui débuta en Décembre 1957 trouva une solution en Janvier 1958. Le P.D.U. arriva par des compromis à détacher des élus du G.S.V. redevenant majoritaire à l'Assemblée. Maurice YAMEOGO qui venait de se désolidariser de son parti a été nommé Ministre de l'Intérieur, le second en importance dans le gouvernement (2).

Le G.S.V. devenait M.R.V. section territoriale du P.R.A., parti créé à Dakar en Mars 1958 par Lépold Sédar SENGHOR. Son objectif était de regrouper les pays d'Afrique Francophone en une fédération.

Le P.D.U - R.D.A. devenait U.D.V - R.D.A. à l'issue d'un congrès du R.D.A. tenu en Septembre 1958 à Ouagadougou. La lutte fut intense entre M.R.V - P.R.A. et U.D.V - R.D.A. à l'échelon national.

---

(1) Enquête auprès de ZOUNGRANA Cyprien, Koupéla le 24 Décembre 1987.

(2) BALIMA (A.S) op. cit. p. 115.

Aux élection législatives d'Avril 1959, le M.D.V. devenu P.R.A. représentait la candidature de Polycarpe NARE, ancien chef de cabinet de Michel DORANGE. Le P.D.U. transformé en U.D.V - R.D.A. reconduisait la candidature de Cyprien ZOUNGRANA. Ce fut pour la première fois que deux candidats s'affrontent dans la région dans le cadre des compétitions électorales. L'U.D.V - R.D.A. était le favori. Le M.D.V. n'a pu tenir des meetings qu'à l'Est de la région. Dans plusieurs villages et de bureaux de vote, il n'était pas représenté. Ce fut le cas des villes de Koupéla et de Pouytenga. Dans l'isoloir, les électeurs étaient aidés et forcés dans leur choix (1). Il n'y avait pas de liberté de choix, ni de secret de vote pour les paysans.

Le M.D.V. fut battu à plate couture. Cet échec était prévisible. Son adversaire n'avait-il pas l'appui des autorités coloniales et de la chefferie traditionnelle ? L'U.D.V - R.D.A. obtenait selon Cyprien ZOUNGRANA plus de 35.000 voix tandis que son rival avait environ 1.100 voix (2).

Si l'U.F.K. s'énorgueillit d'être le premier mouvement à dénoncer ouvertement les abus des chefs coutumiers ; le M.D.V. se réjouit d'être le premier parti à l'affronter directement sur le terrain dans le cadre des campagnes électorales.

---

(1) DRAWIE (A) Le député Voltaïque de la 3ème République, Mémoire de Maîtrise, Université de Ouagadougou, 1982, p. 25.

(2) Enquête auprès de ZOUNGRANA Cyprien, Koupéla le 24 Décembre 1987.

Malgré son dynamisme, le M.D.V. n'a pas eu d'emprise dans la région. Parmi les diverses causes de son échec, nous pouvons retenir :

- La puissance du chef de province de Koupéla qu'on estime être l'égal du Mogho Naba. Il a pris position pour le R.D.A.

- La collusion entre les chefs traditionnels et l'administration coloniale pour réprimer le M.D.V. au profit du R.D.A.

- La mentalité des paysans à l'époque a surtout été déterminante pour l'échec du M.D.V. Comme le signale Cyprien K. L. SANDWIDI, les paysans de la région suivaient aveuglément les directives des chefs locaux (1). Pour le peuple, la seule convocation authentique était celle du chef (2). Leur vote dépendait beaucoup de la prise de position du chef. Un paysan avait déclaré au candidat du M.D.V. qu'il n'est pas fils de chef et il veut mener des activités politiques (3). Cette affirmation traduit le faible niveau de la conscience politique des paysans qui pensent que la politique est l'apanage des chefs locaux et de leur entourage.

---

(1) Enquête auprès de SANDWIDI K. L. Cyprien, Koupéla le 27 Décembre 1987.

(2) KI ZERBO (J) Histoire de l'Afrique Noire, Hatier, Paris, 1971, p. 482.

(3) Enquête auprès de ZOUNGRANA Alphonse, Koupéla le 26 Décembre 1987.

Le candidat du M.D.V., non seulement par sa position sociale, fils de paysan, n'était pas favorisé, mais aussi et surtout, n'avait pas une assise matérielle pour mener les campagnes électorales qui occasionnent des dépenses énormes (1).

La zone d'influence du M.D.V. était les cantons de Kabèga et de Gounghin à l'Est du cercle. Cette région est peuplée de Zaoussé. Ils seraient selon Cyprien K. L. originaires du quartier Gounghin de Ouagadougou (2). C'est suite à un conflit entre le royaume de Koupéla et les Gourmantché que le chef de Koupéla demande un renfort au Mogho Naba pour contenir l'attaque de ces derniers. Ces Zaoussé venus de Ouagadougou peuplent la partie orientale de la province et font frontière avec les Gourmantché. Ils ont été les plus soumis et les plus brimés des chefs locaux et de leurs collaborateurs. Pendant la colonisation, ils étaient régulièrement convoqués à Koupéla pour exécuter des corvées. Parfois, ils devaient y rester une semaine, loin de leur village, exposés à la sous alimentation, à la maladie et aux contaminations de toutes sortes (3). La région des Zaoussé était le réservoir de main d'oeuvre du cercle de Koupéla. La souffrance de la population de l'Est défie toute imagination.

---

(1) Enquête auprès de KABORE Jéphirin, Pouytenga le 15/3/1988.

(2) Enquête auprès de SANDWIDI K. L. Cyprien, Koupéla le 24 Décembre 1987.

(3) Enquête auprès de YAMEOGO K. Joseph, Ouagadougou, le 17 Novembre 1987.

On traitait les Zaoussè comme des esclaves. En dehors des Zaoussè, la plupart des habitants de Koupèla sont les descendants des premiers princes. C'est surtout cette attitude qui explique en partie la situation vèçue par les peuples de l'Est.

Le M.D.V. en prônant la suppression des travaux forcès et les exactions a provoquè un enthousiasme gènèral chez les Zaoussè à telle enseigne qu'on qualifia le M.D.V. de "parti des Zaoussè" ou des "opprimès" (1). Ils ont apportè leurs voix au parti de Michel DORANGE dans le souci de se libèrer des travaux forcès et des sèvices corporelles. Le M.D.V. est vu dans cette partie du cercle de Koupèla comme un parti messianique, libèrateur tandis que le R.D.A. soutenu par les chefs locaux est considèrè comme un parti oppresseur (2).

Cette vision va persister après l'indèpendance. Avec l'U.F.K. et le M.D.V., une prise de conscience a commencè à naître dans la règion. Les paysans ont pu se rendre compte qu'ils n'avaient pas essentiellement des devoirs, mais aussi des droits. Pour la première fois, les autoritès coutumières ètaient sèvèrement critiquèes. Dèsorientès les chefs coutumiers ne parvenaient pas à empêcher la dègradation des institutions traditionnelles (3).

---

(1) Enquête auprès de KABORE Jèphirin, Pouytenga le 15 Mars 1988.

(2) Enquête auprès de YAMEOGO K. Joseph, Ouagadougou le 17 Novembre 1987.

(3) KABORE (V.G) op. cit. p. 188.

Les chefs comprirent la nécessité d'améliorer leurs rapports avec leurs sujets. Naba Zanré abandonna certains de ses champs et jardins. Il atténua également les exactions (1). Cette critique contre la chefferie traditionnelle était générale en pays Moaga. La jeune génération montante sortie des écoles modernes devient agressive à leur égard. La Haute Volta évolue alors vers l'indépendance.

---

(1) Enquête auprès de SANDWIDI K. L. Cyprien, Koupéla le 27 Décembre 1987.

CHAPITRE III : L'EVOLUTION DU R.D.A. A KOUPELA DE 1958 A 1960

1958 marque l'hégémonie du R.D.A., non seulement à Koupéla, mais aussi dans l'ensemble de la Haute Volta. Les différentes élections organisées vont confirmer son leadership.

A. La marche vers l'indépendance

A peine entrée en application, la Loi Cadre était déjà contestée par les Africains. Certains réclamaient l'indépendance, d'autres voulaient la fédération. Sur ces entrefaits, lè Général De Gaulle revient au pouvoir. Il décida de trancher par un référendum (1).

1. Le Référendum de 1958 et la naissance de la Communauté

La naissance de la Communauté sanctionnée par le référendum du 28 Septembre 1958 marque une étape vers l'indépendance des pays africains.

Il faut souligner que sur le plan national, l'événement majeur au début de ce mois de Septembre reste la mort de Ouezzin COULIBALY le 7 Septembre 1958 à Paris (en France). Il fut succédé par Maurice YAMEOGO, alors Ministre de l'Intérieur.

---

(1) Radiographie de la Haute Volta, par le Docteur I. J. CONOMBO, Ouagadougou les 10, 11, 12 Février 1978, p. 8.

Depuis son repli tactique, le R.D.A. est devenu le chantre de l'union étroite entre les territoires et la métropole.

Son mot d'ordre sera le "oui" massif. La sous-section de Koupéla ne fit pas exception à cette règle. L'opposition représentée par le P.R.A. est aussi favorable au "oui". L'administrateur CAHN à propos du déroulement du référendum de 1958 dans le cercle de Koupéla écrit : "Aucune difficulté pour le référendum de 1958, tous étaient d'accord : Représentants des partis politiques, élus, notables, chefs, anciens combattants et même les fonctionnaires. Résultats, 86,55 % de votants et seulement 34"non"sur 37.371 suffrages exprimés..." (1).

Il donne également les raisons de ce "oui" massif et il poursuit "... Le succès du référendum est dû en premier lieu au chef de province Albert Tilado ZOUNGRANA. Il est très loyal, ferme dans ses convictions. Il jouit d'un très grand prestige. Les chefs de Koupéla, bien dans l'ensemble sauf, celui de Pouytenga, obéissent aveuglement aux ordres de Koupéla Naba..." (2). Le rapport conclut que l'activité politique est nulle ou presque.

---

(1) CAHN (R) Administrateur en chef des F.O.M. Rapport politique d'Octobre 1958, cercle de Koupéla, archives du cercle, p. 1.

(2) CHAN (R) IBIDEM, p. 1.

Ce témoignage confirme la réalité politique du cercle de Koupéla et l'influence exercée par Naba Zanré dans la région. L'activité politique se déroulait, soit dans la cour royale, soit à la Mission Catholique qui a formé presque la totalité des lettrés de la région (1).

Au niveau national, le "oui" l'emporta massivement sur le "non" avec 1.308.298 voix contre 11.592 (2). La sous-section de Koupéla, à l'instar des autres sous-sections de l'U.D.V - R.D.A. a voté le "oui" témoignant ainsi son attachement à la Communatué Franco-Africaine.

En effet, cette Communauté n'accordait pas aux nouveaux Etats qu'une indépendance inachevée. Elle représente la dernière tentative pour maintenir sous une autre forme, l'empire colonial français ; dans un sens, elle constitue néanmoins une étape dans le processus de décolonisation et d'accès à l'indépendance (3).

Parallèlement à l'U.D.V-R.D.A., le M.R.V-P.R.A. qui regroupe le P.S.E.M.A. renové de Joseph I. CONOMBO, le M.D.V. de Gérard K. OUEDRAOGO et de Michel DORANGE et le M.P.A. va également prôner le "oui".

---

(1) Enquête auprès de NARE Polycarpe, Ouagadougou le 3/4/1987.

(2) BASSOLET (F.D) Evolution de la Haute Volta de 1898 au 3 Janvier 1966, Imprimerie Nationale, Ouagadougou, 1968, p. 74.

(3) AMMI-OZ (M) Les impératifs de la politique militaire française en Afrique Noire à l'époque de la décolonisation, Revue française d'études politiques africaines, revue mensuelle No 134, Février 1974, le Mois en Afrique p. 75.

Le situation politique relativement calme à l'échelon national après le référendum a été perturbée par le bras de fer entre le jeune Mogho Naba Kougri et les autorités politiques. Le 17 Octobre 1958, le Mogho Naba fait assiéger par des hommes armés d'arcs et de flèches l'Assemblée Territoriale où les Conseillers Territoriaux tenaient leur session extraordinaire (1). Cette action a été déjouée après avoir tout de même retardé l'ouverture de la session de deux heures.

Selon Joseph I. CONOMBO, il s'agit en fait d'une manoeuvre du Colonel Chevrau qui dirigeait la troupe française à Ouagadougou. Il se mit dans l'idée de se servir du jeune Mogho Naba Kougri, conclut-il pour fomenter des troubles qui permettraient à la France de se saisir de tous les pouvoirs et de mettre en place des éléments dévoués à la constitution de la Loi Cadre (2).

Après une heure d'attente autour de l'Assemblée, les éléments du Mogho Naba se sont dispersés en désordre sans pour autant connaître le motif de leur présence en ce lieu (3).

---

(1) BALIMA (A.S) op. cit. p. 129.

(2) Radiographie de la Haute Volta, par le Docteur Joseph I. CONOMBO, 6ème congrès de l'U.D.V-R.D.A. Ouagadougou les 10, 11, 12 Février 1978, pp. 14-15.

(3) Enquête auprès de X, fonctionnaire en retraite à Ouagadougou.

C'est une opération montée à la hâte sans plan cohérent. Le bruit fut répandu que le Mogho Naba voulait une monarchie constitutionnelle. Pour empêcher toute idée de monarchie constitutionnelle, la haute Volta optait pour le statut de la République le 11 Décembre 1958 (1).

A la veille du référendum de Septembre 1958 naissait à l'extérieur le M.L.N.

2. La naissance du M.L.N.

Le M.L.N. est comme son nom l'indique, un mouvement qui se veut progressiste d'avant-garde. Il fut créé en Août 1958 à Dakar (au Sénégal) par le professeur Joseph KI ZERBO. Son manifeste rendu public en Août 1958 sous le titre de "Libérons l'Afrique, Etats-Unis d'Afrique Noire, Socialisme Africain" résume l'essentiel de son programme qui se veut révolutionnaire. La voie révolutionnaire du M.L.N. a une vocation socialiste.

Parmi les moteurs de la révolution affirme le M.L.N., il en existe un qui joue le rôle principal et essentiel : C'est la doctrine. Pour les partisans du M.L.N., leur doctrine ne tire pas son origine du Marxisme-Léninisme ou de toute autre idéologie. Mais il s'agit d'un réflexion à partir de nos réalités fondamentales sur l'être de l'homme africain et le développement de l'Afrique face aux exigences du monde moderne. Cette réflexion aura pour base les points suivants :

---

(1) BALIMA (A.S) op. cit. p. 130.

- L'établissement d'un Etat démocratique et laïc.
- La construction d'une économie socialiste à partir de nos réalités.
- La lutte pour la libération effective de l'Afrique du joug colonial et de l'impérialisme.
- La réalisation de l'unité africaine à partir des peuples.
- La réhabilitation de la culture africaine, de l'homme africain.

Le développement de ces lignes directrices incombe à tous les militants, mais plus que jamais aux intellectuels. C'est pourquoi le mouvement prénêtra chez les instituteurs, les professeurs, les étudiants... C'est ainsi que le M.L.N. est considéré comme le parti des intellectuels (1).

Le M.L.N. veut contribuer à réaliser l'indépendance par voie pacifique. Mais il ne fait ni de la violence un tabou ni de la non-violence un dogme (2). Cette attitude du mouvement quant aux moyens pour parvenir au pouvoir va expliquer certainement son évolution politique après l'indépendance. Le M.L.N. va prôner le "non" au référendum de Septembre 1958 car le "oui" n'est qu'une intégration de plus en plus étroite des pays africains à la République Française, en un mot la voie facile jalonnée de compromis (3).

---

(1) Enquête auprès de SANDWIDI Hyacinthe, Ouagadougou, le 6 Février 1988.

(2) BALIMA (A.S) op. cit. p. 199.

(3) BALIMA (A.S) op. cit. p. 198.

Le M.L.N. est né au niveau des intellectuels expatriés à Dakar et dans la clandestinité, une propagande anti-communiste sera développée contre le mouvement (1). Il est totalement inconnu dans le cercle de Koupéla avant l'indépendance.

Quelques mois après le référendum, Maurice YAMEOGO devenu chef du gouvernement après la mort de Ouezzin COULIBALY organise des nouvelles élections.

3. Les élection d'Avril 1959

Elles visaient à renforcer la position de l'U.D.V-R.D.A. au détriment du M.R.V-P.R.A., parti d'opposition. Pour ces élections législatives d'Avril 1959, l'U.D.V-R.D.A. de Koupéla reconduit la candidature de Cyprien ZOUNGRANA, élu pour la première fois en Mars 1957. Le M.D.V. présente la candidature de Polycarpe NARE, ancien chef de cabinet de Michel DORANGE, alors Ministre de l'Intérieur. Le candidat du R.D.A. fut élu sans obstacle.

La victoire du R.D.A. à l'échelon national s'explique par plusieurs raisons ; étant à la tête du pays depuis 1956, il a eu le temps d'étendre son influence et bénéficie du soutien de la chefferie traditionnelle qui maintenait toujours son électoral docile.

---

(1) Enquête auprès de SANDWIDI Hyacinthe, Ouagadougou, le 6 Février 1988.

La fraude électorale favorisa le parti, et surtout le système électoral. Le scrutin majoritaire était employé dans la région où le R.D.A. dominait et le scrutin proportionnel là où le R.D.A. était minoritaire (1).

Le R.D.A. était très connu dans les campagnes. Des meetings populaires étaient organisés par les membres du bureau. Dans ces réunions populaires, on évoquait le nom de HOUPHOUET-BOIGNY, celui qui oeuvra pour la suppression des travaux forcés. Le leader invoirien était connu dans la région, surtout par ceux qui avaient séjourné en Côte d'Ivoire. Partout, dans les campagnes, on entendait des éloges du candidat de la sous-section de Koupéla, Cyprien ZOUNGRANA à travers des chansons :

Laissons Polycarpe et suivons Cyprien !
Laissons Polycarpe et suivons Cyprien !
Votons pour le prince Cyprien !
Votons pour le prince Cyprien !
Cyprien ! Cyprien ! Cyprien !
Nous ne voulons pas le P.R.A. !
Nous ne voulons pas le P.R.A. !
Vive le R.D.A. ! Vive Cyprien ! Vive le prince ! (2).

---

(1) KIEMDE (P) L'évolution politique de la haute Volta, de l'indépendance à nos jours. Mémoire D.E.S., Université de Clermont-Ferrand, 1975, p. 12.

(2) Enquête auprès de X menagère à Koupéla.

Le candidat du R.D.A., avouons le était très estimé dans la région. Les meetings populaires qu'il organisait occasionnait des explosions de joie, des danses traditionnelles. Partout, on sortait pour ovationner le fils de Naba Zanré qui n'était pas vu comme le leader d'un parti politique, mais le fils d'un chef traditionnel appelé un jour à devenir chef. C'est pourquoi, ceux qui apportaient leur soutien à Polycarpe NARE, le leader du P.R.A. étaient considérés comme des marginaux de la société à Koupéla.

Plus les élections se déroulaient à un rythme régulier, plus les dissensions devenaient vives entre les leaders politiques au sein du parti. Maurice YAMEOGO va tenter de résoudre cette crise et instaurer le parti unique.

B. Les dissensions et l'instauration du parti unique

La vie politique de la Haute Volta à la veille de l'indépendance est très agitée. D'une part, le parti au pouvoir est confronté à une crise interne et de l'autre, l'opposition entre l'U.D.V-R.D.A. au pouvoir et le P.R.A. est vive.

1. Les dissensions

L'histoire du R.D.A. à Koupéla est caractérisée par les dissensions. Ces luttes internes au sein du parti furent permanentes.

Aux élections du 31 Mars 1957, Naba Zanré impose la candidature de Cyprien ZOUNGRANA. Ce choix a engendré des réactions de part et d'autre. D'une part, il y avait ceux qui étaient pour cette candidature, composés pour la plupart des collaborateurs de Naba Zanré et de l'autre, ceux qui étaient hostiles à la candidature ; il s'agit des fonctionnaires natifs de Koupéla et militants de l'U.F.K. Ces oppositions vont prendre de l'ampleur avec les élections législatives de 1959 avec la réconduction de Cyprien ZOUNGRANA. On va assister à la naissance des tendances au sein du parti. Le sommet du parti était marqué par des conflits de tout genre d'où ses répercussions sur les différentes sous-sections. Trois tendances existaient au niveau de la sous-section de Koupéla (1).

- La tendance Cyprien ZOUNGRANA, soutenue par la chefferie traditionnelle, favorable à Maurice YAMEOGO.

- La tendance Marcel ZOUNGRANA, Arthur POUYA, Dieudonné TARPAGA, Joseph K. YAMEOGO liée à Joseph OUEDRAOGO. Elle constitue une menace sérieuse pour Maurice YAMEOGO. Cette tendance regroupe pour la plupart, les fils des chefs et les fils des collaborateurs de Naba Zanré. Le leader de cette tendance, Marcel ZOUNGRANA est le demi-frère de Naba Zanré.

---

(1) Enquête auprès de YAMEOGO K. Joseph, Ouagadougou le 13 Novembre 1987.

- La tendance Louis MALGOUBRI - Joachim KYELEM qui n'avait aucune affinité pour un leader national. Il s'agit de l'aile progressiste de l'U.F.K. qui fut à l'origine des critiques contre les abus de Naba Zanré en Avril 1957.

Les deux dernières tendances quoique opposées sont hostiles à Cyprien ZOUNGRANA et regroupant les fonctionnaires natifs de Koupéla résidant à Ouagadougou.

Pour les élections de 1959, deux sièges auraient été réservés pour le cercle de Koupéla. Compte tenu des divergences tant sur le plan national que régional quant au choix du deuxième candidat de l'U.D.V - R.D.A. et sur intervention de Naba Zanré, le deuxième poste au niveau de Koupéla fut annulé. Seule la candidature de Cyprien ZOUNGRANA a été retenue au niveau du parti. Marcel ZOUNGRANA, leader de la seconde tendance s'est contenté d'un poste au niveau de l'organisation "Jeunesse Voltaïque du R.D.A." (1).

La personnalité imposante de Naba Zanré rendait ces dissensions imperceptibles au niveau de la sous-section. Il faut dire que les ambitions personnelles sont à la base des dissensions.

---

(1) Enquête auprès de YAMEOGO K. Joseph, Ouagadougou le 13 Novembre 1987.

On constate alors que ce n'est pas la doctrine qui regroupe les hommes autour d'un parti. C'est plutôt un réseau d'amitiés : Fidélité à un leader, intérêts matériels identiques (1).

Maurice YAMEOGO va résoudre ces dissensions par des compromis. Il prend des mesures pour instaurer le parti unique.

2. L'instauration du parti unique

L'instauration d'un système de parti unique résulte de l'utilisation des moyens variés. Dans le cas de la Haute Volta, des moyens légaux et contraignants sont utilisés.

Les élections d'Avril 1959 constituaient une menace pour le P.R.A. Le découpage électoral avait pour but de le réduire à néant. Selon Gérard K. OUEDRAOGO, Maurice YAMEOGO modifia la constitution plus de dix fois durant les campagnes électorales. Les sièges prévus pour les différents cercles étaient repartis arbitrairement et susceptibles de modification d'un moment à l'autre (2). Il finit par adopter ce système électoral très controversé. Le pays est divisé en quatre circonscriptions électorales. Le R.D.A. à l'issue de ces élections sort vainqueur avec 64 élus sur 75. Le P.R.A. est réduit presque à néant.

---

(1) LANCELOT (A) Les attitudes politiques, P.U.F., Paris, 1974, p. 121.

(2) BALIMA (A.S) op. cit. p. 134.

Une semaine après ces élections, Joseph I. CONOMBO, François BOUDA, Bernard Tibo OUEDRAOGO, Gérard K. OUEDRAOGO et d'autres personnalités importantes de l'opposition réjoignaient le R.D.A. Ils abandonnaient ainsi le M.R.V-P.R.A.

Nazi BONI refuse de rejoindre le R.D.A. et crée le 5 Octobre 1959 le P.N.V. avec Laurent BANDAOGO. Ce parti est banni dès le 7 Octobre 1959. Nazi BONI, toujours audacieux forme un autre parti dénommé le P.R.L. le même jour. Un incident éclate à Dédougou entre partisans du R.D.A. et P.R.L. Il donne l'occasion à Maurice YAMEOGO de dissoudre le P.R.L. le 6 Janvier 1960 (1).

Le R.D.A. devenait ainsi l'unique parti reconnu officiellement. Toute manifestation politique en dehors de ce parti était rendue sinon impossible, du moins difficile. A l'exception de Nazi BONI qui parvient à s'exiler à Bamako (au Mali) puis à Dakar (au Sénégal) les principaux responsables du P.R.L. furent arrêtés et internés à la suite d'une lettre adressée à Maurice YAMEOGO le 28 Juin 1960 pour l'organisation d'une table ronde dans le but de réaliser la réconciliation nationale (2).

A Koupéla, les militants du M.D.V. qui avaient trouvé exil au Ghana et à Tenkodogo regagnèrent leur localité.

---

(1) BALIMA (A.S) op. cit. p. 134.

(2) DABIRE (Y.J.E) Le Président de la République sous les trois régimes constitutionnels : I, II, IIIè République, Mémoire de Maîtrise, Université de Ouagadougou, 1982, p36

Comment peut on expliquer l'élimination des partis politiques d'oppositions ? Les points de vue divergent selon les hommes politiques.

Pour le professeur GONIDEC, les opposants sont considérés comme des ènnemis alliés de l'étranger. Les partis d'oppositions sont vus comme des partis téléguidés de l'extérieur et sont soupçonnés de véhiculer l'idéologie marxiste (1). Le parti unique est présenté comme le parti du peuple tout entier.

Selon un autre auteur, l'amour du pouvoir et de ses avantages matériels serait les motifs de l'élimination des partis politiques d'opposition. Cette thèse même si elle paraît discutable et discutée constitue une réalité dans certains pays. L'auteur conclut sa thèse en ces termes "Aucun homme politique n'admettra qu'il élimine ses adversaires politiques parce qu'il veut avant tout se maintenir au pouvoir ; il dira volontiers que leur politique ou leur tactique met le pays en danger" (2).

La réalité politique de la Haute Volta à la veille de l'indépendance permet d'accepter cette allégation de LEWIS. En effet, Maurice YAMEOGO pour mieux régner sans inquiétude écarta ses adversaires politiques à travers des nominations à l'étranger comme ambassadeurs.

---

(1) GONIDEC (P.F) Les systèmes politiques africains (2ème édition) L.G.D.J., Paris, 1978, pp. 164-165.

(2) LEWIS (W.A) op. cit. p. 34.

L'unité nationale a toujours été un des thèmes avancés par les hommes d'Etat pour imposer le parti unique.

C'est sans opposition légale à l'échelon national que l'indépendance a été proclamée le 5 Août 1960. Sa signification profonde échappait toujours aux Africains nouvellement affranchis.

C. La perception de l'indépendance

Elle diffère selon les différentes couches sociales.

1. Les fonctionnaires

La perception de l'indépendance a évolué chez les fonctionnaires. L'indépendance, au départ, équivaudrait non seulement au départ des blancs, mais aussi de la disparition de l'argent, des automobiles, le rétablissement des travaux forcés (1). C'est en vertu de ce constat que René DUMONT affirmait avec juste raison que celui qui vote "Non" au référendum de 1958 semble condamné aux travaux forcés (2). Souvenons-nous que Maurice YAMEOGO déclarait en Octobre 1959, que seuls les fous et les démagogues souhaitent l'indépendance et par conséquent, il demande une prière pour détourner cette idée d'indépendance (3).

---

(1) SANDWIDI (K) op. cit. p. 390.

(2) DUMONT (R) L'Afrique Noire est mal partie, le Seuil, Paris, 1961, p. 87.

(3) BALIMA (A.S), op. cit. p. 137.

Par la suite donc, l'indépendance, pour certaines élites africaines, consiste à prendre la place des blancs et à jouir des avantages souvent exhorbitants. Aux soldes élevées s'ajoutent parfois les belles villas, les automobiles avec chauffeur (1). Pour d'autres intellectuels, l'indépendance, même si elle n'apporte pas un grand changement, ouvre cependant une nouvelle perspective (2).

Si cete couche sociale cernait un peu le sens de l'indépendance, il en était autrement au niveau des paysans.

2. Les paysans

Numériquement nombreux, ils n'avaient aucune vision claire de la vie politique. L'indépendance signifiait chez eux la fin de l'impôt, le départ des colonisateurs. L'indépendance, telle qu'elle avait été expliquée aux paysans n'avait rien changé. L'impôt de capitation qui fut leur cauchemar demeure en vigueur.

Les blancs, certes, sont partis, mais le cercle, institution coloniale demeure, bien que les administrateurs soient devenus cette fois-ci des autochtones. Ces derniers rançonnaient le peuple en percevant à plusieurs reprises les impôts, vendent des médicaments qu'ils recoivent gratuitement.

---

(1) DUMONT (R) op. cit., p. 77.

(2) Enquête auprès de SANDWIDI Hyacinthe, Ouagadougou, le 6 Février 1988.

Ils exigent de l'argent pour la délivrance des documents administratifs en principe établis gratuitement (1). Autant de pratiques malhonnêtes qui conduisent des paysans à regretter le départ des colonisateurs. Cette nostalgie des anciens maîtres s'explique aussi par le fait qu'après l'indépendance, le prix des produits manufacturés a connu une hausse, les soins médicaux et les fournitures scolaires ne sont plus gratuits (2).

---

(1) DECRAENE (P) Vieille Afrique, Jeunes nations, P.U.F., Paris, 1982, p. 76.

(2) Enquête auprès de SANDWIDI Hyacinthe, Ouagadougou le 6 Février 1988.